

Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine

vendredi 26 juin 2020, par Pierre Salama

La pandémie est un révélateur des dysfonctionnements d'un capitalisme débridé où les États cédaient de plus en plus la place au marché et à un de ses principaux acteurs, les firmes multinationales. Le Covid-19 et ses modes de gestion par les gouvernements provoquent une crise d'une ampleur inégalée dans le monde : partout la production chute, le chômage enfle, les revenus baissent, mais avec des différences notables selon les pays. Après avoir atteint les pays d'Extrême-Orient, puis l'Europe et plus tardivement les États-Unis, l'épidémie arrive dès à présent en Amérique latine et demain en Afrique.

Des gouvernements, pas tous, interviennent fortement, bousculant les principes sacrés auxquels ils se rattachaient hier. Ainsi en est-il de l'ampleur des déficits publics, de la prise en charge du chômage partiel par les États dans quelques pays avancés, des nationalisations possibles dans des secteurs considérés comme stratégiques...

Le discours interventionniste ne prédomine pas partout en Amérique latine. L'accroissement des dépenses publiques promises est inégal selon les pays - le Pérou et l'Argentine étant en avance par rapport aux autres pays, le Mexique « bon » dernier - et demeure très loin des nécessités. Sa composition (aide aux entreprises sous toutes les formes possibles, aides aux ménages) est également différente selon les pays. Au Mexique, les discours successifs du président privilégient les dépenses sociales, mais sans dégager les moyens pour le faire, sous-estiment la pandémie mais acceptent les mesures de confinement. Au Brésil, les décisions des ministres, notamment celui de la santé - démis depuis - et des gouverneurs de plusieurs états sont souvent contrecarrées par le président de la République, notamment en ce qui concerne les mesures de confinement et la reprise rapide du travail. S'ajoute au Brésil, un conflit entre deux stratégies : celle de la poursuite dans le tout marché, passant par l'accélération des privatisations, et celle de certaines franges de l'armée qui souhaiteraient un « Plan Marshall » de financement des infrastructures publiques pour faire face à la baisse sensible des investissements publics de ces dernières années, sans préciser toutefois les sommes à affecter à de telles dépenses.

La crise a plusieurs dimensions. Elle n'arrive pas sur un « corps sain » prêt à rebondir une fois la pandémie passée. En effet, quasiment tous les pays de la région et particulièrement les plus grands et puissants d'entre eux - Argentine, Brésil, Mexique - souffrent d'une tendance à la stagnation de leur taux de croissance du PIB. Le Mexique est quasiment un cas d'école, malgré son ouverture externe censée dynamiser sa croissance selon les experts des institutions internationales et nombre

d'économistes du *mainstream* : le taux de croissance du PIB par tête a été seulement de 0,8 % en moyenne par an entre 1983 et 2017, bien inférieur de celui des États-Unis sur la même période. La tendance à la stagnation a plusieurs causes. Rappelons-les : 1/ des inégalités des revenus et du patrimoine très prononcées, de faibles taux d'investissement dus à des comportements rentiers de plus en plus prononcés se manifestant par une financiarisation excessive, des fuites de capitaux et une consommation ostentatoire, une désindustrialisation plus ou moins forte et des dépenses en recherche développement « réduites aux acquêts » (entre 0,5 % et 1,1 % du PIB selon les pays - pour référence, en France ces dépenses s'élèvent à 2,4 % du PIB et en Corée du Sud à 4,5 % du PIB). 2/ Avant même que ne se manifestent les conséquences économiques de la pandémie, l'Argentine et le Venezuela connaissent une crise économique profonde couplée à une inflation devenue plus ou moins incontrôlable, surtout au Venezuela ; le Brésil, après une crise très prononcée, équivalente à celle des années 1930, manifeste une incapacité à rebondir ; le Mexique enfin entre en récession dès 2019, et d'autres pays connaissent un ralentissement de leur activité économique (Colombie et d'autres). 3/ Enfin, un retour de la contrainte externe depuis quelques années, avec la baisse du cours des matières premières et des volumes vendus. La généralisation de la crise au niveau mondial aujourd'hui et la forte chute de la demande des pays asiatiques grands importateurs de ces matières premières accentuent la pression exercée par la contrainte externe.

L'objet de cet article est Tout d'abord d'établir une relation pour l'Amérique latine entre l'apparition de *clusters*, l'approfondissement de la crise économique et sociale et la vulnérabilité de la population, celle-ci étant plus importante pour les catégories modestes et pauvres en raison de leur accès plus difficile aux hôpitaux, de leurs conditions de logements souvent insalubres, et de leur comorbidité importante liée à leur malnutrition ; ensuite, de montrer que l'influence croissante des églises évangéliques, particulièrement parmi les populations pauvres, accentue leurs risques de mortalité et les pousse à

appuyer de nouveaux courants populistes d'extrême droite.

I. Déficit en santé et plus d'État

Dans un article paru dans *Project Syndicate*, Nouriel Roubini [1] résume en dix points les raisons pour lesquelles le rapport de l'État à la Nation changera avec les conséquences produites par la pandémie du Covid-19. Enumérons-les : 1/une accumulation de déficits de grande ampleur avec des faillites en chaîne et un accroissement du déficit budgétaire conduisant à un alourdissement de l'endettement public ; 2/ un vieillissement de la population, véritable « bombe démographique » nécessitant des investissements publics massifs dans le système de santé ; 3/ un risque avéré de déflation avec ses conséquences négatives sur l'appareil de production et le marché du travail ; 4/ une monétarisation des déficits publics pour éviter cette déflation couplée d'une dépression économique ; 5/ la montée en puissance de la révolution numérique avec des conséquences potentielles sur le marché du travail, tant sur l'emploi que sur les revenus ; 6/ une dé-globalisation déjà présente depuis quelques années et que la pandémie va accélérer ; 7/ un affaiblissement des démocraties consécutif aux coûts sociaux de la pandémie et une montée en puissance du populisme ; 8/ une nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine, mais aussi la Russie et la Corée du Nord ; 9/ enfin un risque avéré de crise environnementale, les changements climatiques accélérés favorisant l'apparition de nouvelles épidémies.

Dans cette section, nous analyserons les points 2 (santé) et 1 (accroissement des déficits publics). Les points 3 (marché du travail et pauvreté) et 8 (montée des populismes) seront présentés ensuite.

1. Un déficit en santé

Presque tous les pays latino-américains paient au prix fort le fait que les dépenses de santé y sont très insuffisantes. L'ensemble des dépenses de santé publique-privée en Amérique latine représente 8,5 % du PIB selon l'OCDE, un pourcentage largement insuffisant dans nombre de pays. Par comparaison, en 2014, les dépenses de santé publiques et privées des pays de l'OCDE s'élevaient en moyenne à 12,5 % du PIB, avec de fortes disparités : 16,9 % aux États-Unis, 11,2 % en Allemagne et en France et 5,5 % au Mexique. En Amérique latine, selon les données de l'OMC [2], l'Uruguay, l'Argentine, le Brésil, l'Équateur, le Costa Rica, le Chili, le Paraguay, le Nicaragua et le Honduras dépassent la moyenne latino-américaine de 7 % (non pondérée par la population). Tous les autres pays sont en dessous de cette moyenne, le Mexique étant parmi les tout derniers, devant le Guatemala, le Pérou et le Venezuela, bon dernier avec seulement 3,2 % du PIB.

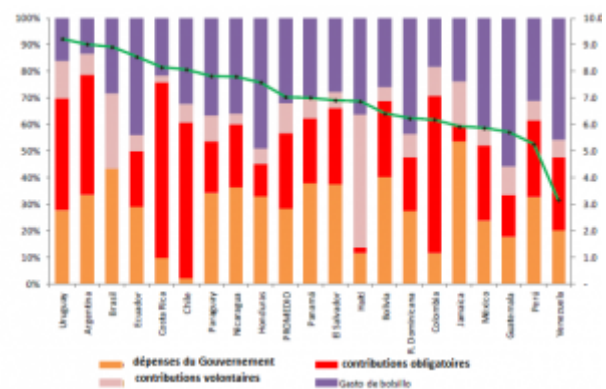
Les systèmes de santé publics sont très souvent fragmentés selon les corporations (employés du pétrole, travailleurs de l'État, etc.) mais aussi selon l'État central, les États fédérés, les grandes agglomérations. Cette fragmentation-décentralisation

peut accroître l'efficacité du système de santé, comme en Allemagne, mais aussi produire l'inverse en accentuant son inefficacité et faciliter l'essor de la corruption.

Les dépenses publiques de santé sont composées des contributions de l'État et celles, obligatoires, des salariés. Les premières sont surtout importantes en Uruguay avec 28 % des dépenses totales publiques et privées, un peu plus de 30 % en Argentine, 42 % au Brésil, très peu au Chili (autour de 2 %), un peu moins de 25 % au Mexique (voir graphique ci-dessous). La part des cotisations obligatoires est surtout importante en Uruguay (40 %) et en Argentine (45 %), particulièrement importante au Costa Rica (67 %), un peu moins au Chili et en Colombie (59 %), ce dernier pays ayant des dépenses de santé totales inférieures à la moyenne latino-américaine. L'Uruguay, l'Argentine et le Costa Rica ont des systèmes de santé qui privilégient largement les dépenses publiques, 70 % pour le premier, 80 % pour le deuxième, 75 % pour le troisième. Ces dépenses publiques s'élèvent à 60 % des dépenses totales au Chili, 70 % en Bolivie et en Colombie, 50 % au Mexique.

Lorsqu'on analyse le partage entre dépenses publiques et dépenses privées en santé, on observe de fortes disparités entre les pays. En moyenne, la part des dépenses privées est importante et a cru ces dernières années au détriment des dépenses publiques, c'est-à-dire de la solidarité. Ce sont des dépenses correspondant à des cotisations volontaires à des systèmes de santé privés, donnant accès aux hôpitaux et aux cliniques privées et complétant, ou bien permettant de compléter, l'insuffisance des prestations publiques. Mais ce sont aussi des dépenses privées consécutives au paiement à l'acte de personnes n'ayant pas contribué et pouvant payer (« *gasto de bolsillo* », c'est-à-dire : paiement de sa poche). Ces dernières sont particulièrement importantes au Guatemala (58 % de l'ensemble des dépenses publiques et privées), 48 % en Honduras, 45 % en Équateur, 48 % au Venezuela et 40 % au Mexique.

Niveau en pourcentage du PIB (ordonnée de droite) et structure des dépenses de santé totales publiques et privées (ordonnée de gauche) en Amérique latine, 2014



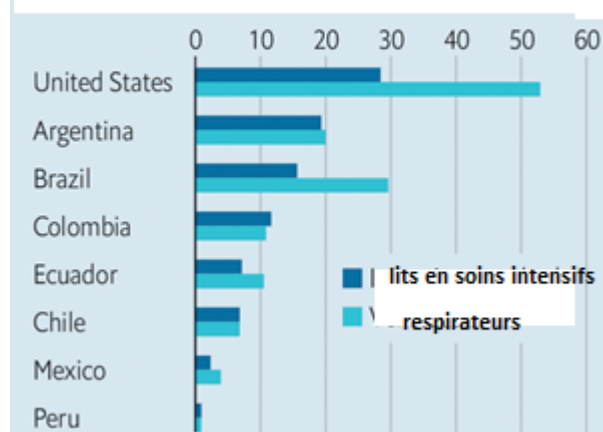
Source : O. Cetrangolo et A. Goldschmit, 2019, p.12, à partir des données statistiques de l'OMS

L'importance des dépenses privées, leur augmentation relative

est un indicateur du déficit de solidarité du système de santé. Lorsque les dépenses totales publiques et privées, en pourcentage du PIB, sont faibles et que la part des dépenses privées est grande, la solidarité est très faible.

Lorsqu'on compare en 2020 le nombre de lits de soins intensifs par 100 000 habitants et le nombre de ventilateurs, on observe que le Brésil – avec de très fortes disparités régionales – met à la disposition de ses malades un tiers de lits en moins et trois cinquièmes de ventilateurs en moins que les États-Unis. L'Argentine est un peu mieux dotée en lits de soins intensifs, le Mexique est très loin derrière et le Pérou est encore plus loin, ainsi qu'on peut le voir dans le graphique ci-dessous (*The Economist*, 8 avril 2020) [3]. Si on ajoute que les 25 % les plus riches de la population – les riches et les classes moyennes hautes et moyennes – ont le plus accès au système privé de santé et que ce dernier possède environ la moitié des lits en soins intensifs et des ventilateurs, on comprend que la situation sanitaire de la majeure partie de la population soit particulièrement vulnérable.

soins intensifs de réanimation, lits et respirateurs par 100000 habitants



source; *The Economist*

L'obésité est une maladie des temps modernes et affecte surtout les plus pauvres, alors qu'au début du XX^e siècle elle symbolisait la richesse comme on pouvait le voir dans les films d'Eisenstein. Elle est provoquée la plupart du temps par la « malbouffe ». Les pauvres sont de plus en plus obèses au Mexique, un peu moins au Brésil, relativement moins en Argentine. Ils le sont également aux États-Unis et en Grande Bretagne. À l'obésité sont souvent associés le diabète, l'hypertension artérielle, les problèmes cardio-vasculaires. L'ensemble de ces comorbidités fragilise les patients atteints par le virus Covid-19, leur taux de létalité devenant élevé [4]. C'est ce qui explique que les pauvres soient plus vulnérables à la pandémie que les autres catégories de la population. Ce n'est pas le seul facteur, certes. Les conditions de vie (accès à l'eau) et de promiscuité (densité de population dans les bidonvilles) expliquent également leur plus grande vulnérabilité. Le fait qu'ils soient contraints de travailler et de prendre des transports en communs accentuent également les

risques de contagion.

Inégalités devant la pandémie

Le confinement est le plus souvent impossible à faire respecter dans les bidonvilles les plus misérables pour des raisons évidentes : surpopulation rendant difficile la distanciation sociale, conditions sanitaires désastreuses entraînant des grandes difficultés à se laver souvent les mains, et surtout informalité et pauvreté conjuguées font que le droit au retrait est une abstraction, que le choix est en fait entre travailler ou mourir de faim. Dans les cas extrêmes, les maisons n'ont pas d'eau potable, voire courante, et il est donc difficile de se laver les mains régulièrement, la densité de population y est très importante et donc les mesures « barrières » ne sont pas faciles à appliquer et enfin, comme la plupart des personnes y demeurant ont le souvent des emplois informels et ne sont pas ou mal protégées par le système sanitaire, le confinement se réduit à choisir entre Charybde et Scylla, soit mourir de faim en respectant le confinement, soit augmenter considérablement la possibilité d'être contaminé et de contaminer son voisinage en allant travailler. L'accès aux hôpitaux publics peu préparés à cette épidémie et surchargés poussent nombre de pauvres atteints par le virus à préférer rester à la maison, voire y mourir, ce qui explique en partie la sous-estimation du nombre de décès. Comme le notent plusieurs sociologues et médecins brésiliens, les malades pauvres décéderont chez eux, voire mourront « à la porte de l'hôpital » (*O Globo*, 23 mars 2020). À cela s'ajoute la volonté de certains présidents – au Brésil, de manière caricaturale –, mais aussi de les sectes évangéliques pour qui lutter contre la pandémie passe par un renforcement de la foi et des enseignements de la Bible et dont

l'influence est particulièrement élevée chez les plus pauvres et les moins éduqués, de tout faire pour s'opposer au confinement imposé par les gouverneurs des États (au Brésil) ou bien les autorités locales, au prétexte que cette pandémie n'est qu'une petite grippe et que si le confinement devait être appliqué il entrainerait une crise irréparable produisant un nombre de décès plus élevé que celui produit par la pandémie [5]. Aussi, on comprend que la pandémie puisse surtout affecter les plus pauvres qui n'ayant d'autre choix que de continuer à vivre dans leurs bidonvilles surpeuplés [6] et d'aller travailler subissent de plein fouet la contagion sans pouvoir s'en prémunir un minimum, comme c'est le cas dans les quartiers plus aisés où vivent des couches moyennes, affectées également mais dans une moindre mesure.

Les classes moyennes sont également exposées à la pandémie mais dans une moindre mesure parce qu'elles se nourrissent mieux, ont accès à l'eau et peuvent se laver les mains, vivent dans des espaces plus grands, peuvent pour certains travailler en télétravail ou bien rester chez elles.

Lorsque les gouvernements sous-estiment le danger et n'ont pas de politiques de prévention comme la distanciation sociale, d'interdiction comme le confinement, ne décident pas de verser aux plus pauvres un revenu minimum ou le font de manière insuffisante ; lorsque des présidents s'opposent à leurs ministres et plaident pour le maintien du niveau d'activité économique, se moquant de ceux qui sur-jouent la crise sanitaire alors que la véritable catastrophe serait la crise économique ; lorsque des sectes religieuses, de plus en plus influentes, disent que par la prière collective on pourra repousser Satan, cheval de Troie de la pandémie... alors on ne peut être que pessimiste. Une telle attitude désigne comme criminels ceux qui se refusent à faire face à la pandémie et préconisent la reprise immédiate du travail quel qu'en soit le coût humain, sans même attendre qu'elle ralentisse, que le pourcentage d'immunisés ait atteint un seuil minimum. Mais c'est aussi un moment qui, par son ampleur et ses conséquences désastreuses sur certaines catégories de la population, par l'exploitation politique que peuvent en faire des partis et des églises, pas sectarisme ou par populisme, peut ouvrir la voie à des gouvernements d'extrême droite.

2. Retour de l'État-nation

Les déficits publics se creusent considérablement en raison de la chute, parfois drastique, des recettes publiques liée à l'ampleur de la crise et surtout à l'accroissement parfois considérable des dépenses publiques.

On assiste à un retour de l'État-nation pour trois raisons. *La première* est sociale. La crise a un coût humain énorme qui conduit certains États latino-américains à intervenir massivement pour en alléger le coût, à l'exception notable du Mexique. C'est le cas du Pérou, de l'Argentine, un peu moins du Brésil. D'une manière générale, et plus particulièrement dans les pays avancés européens, la pandémie pousse les gouvernements à intervenir massivement dans le secteur de la santé, à prendre en charge une partie parfois très importante des salaires des entreprises du secteur privé contraintes de cesser provisoirement leurs activités et de fournir une aide directe aux personnes les plus démunies. Seul l'État paraît être en mesure de répondre à la crise sanitaire [7]. La charité est loin de pouvoir le faire, l'accès aux hôpitaux privés coûteux n'étant pas ou peu possible pour une grande partie de la population latino-américaine.

La seconde raison est que cette pandémie est révélatrice de l'échec de la globalisation telle qu'elle s'est étendue et a imposé ses règles du jeu depuis une vingtaine d'années. L'ironie de l'histoire est que la crise de la globalisation est arrivée là où aucun économiste, aucun sociologue, aucun politique ne l'avaient prévu. Même si dès à présent certains tentent de faire croire qu'ils l'avaient prévu [8], personne ne pensait que les formes nouvelles prises par la globalisation, à savoir l'éclatement international de la chaîne de valeur, pouvait à ce point fragiliser les différentes économies au point de les rendre extrêmement vulnérables. Les théoriciens du chaos avaient montré que le battement d'ailes d'un papillon pouvait entraîner un effondrement à l'autre bout du monde et que cette épée de Damoclès pouvait tomber à n'importe quel moment et entraîner des catastrophes. Mais cette thèse, appliquée à la finance, ne l'était pas à la globalisation. Il a suffi d'une pandémie pour que *d'un coup d'épaule* le système économique actuel s'effondre par des effets en chaîne se nourrissant les uns des autres. L'incapacité de fournir des segments de la chaîne internationale de valeur ici (pour la Chine, la première affectée par la pandémie dont la plupart des usines étaient à l'arrêt [9]), et à cause du confinement de la population hors celle travaillant dans les secteurs de la santé, de l'alimentation et des transports), entraîne ailleurs, dans d'autres pays, des arrêts de la production plus ou moins importants, une augmentation du chômage et, de ce fait, une baisse de la demande précipitant une dépression économique dans des économies déjà affaiblies. Ce « battement d'aile du papillon » révèle surtout que la désindustrialisation, le symétrique de cette globalisation, est désastreux en termes de souveraineté – notamment et surtout dans l'industrie pharmaceutique – et se traduit par un amoncellement de morts.

La troisième raison est le pendant de l'échec de la globalisation. Les effets délétères de la globalisation appellent un retour du

protectionnisme, sans qu'on sache exactement s'il consistera en l'abandon total de l'éclatement international de la chaîne de valeur ou bien seulement partiel au nom de la souveraineté nationale. La question est donc d'en définir le curseur en tenant compte des secteurs à protéger et des productions à relocaliser. On voit que derrière cette question, se posent à la fois celle des limites du secteur marchand et de sa logique de profit et celle d'une nouvelle définition de la frontière entre le marchand et le non marchand. Connaître les coûts du non marchand sans en faire une contrainte absolue, tel est l'enjeu et, derrière celui-ci, ce ne sont pas seulement les relations entre marché et État, mais aussi les capacités de l'État à imposer des règles plus coercitives, dont le marché s'était exempté en s'internationalisant. C'est aussi celle d'un contrôle de l'État par la participation populaire, accompagnant celui du Parlement, l'État n'étant ni un *deus ex machina* ni neutre et trop souvent capable de définir ses interventions en fonction d'une logique de préservation et de renforcement de sa propre bureaucratie.

L'intervention accrue de l'État, son incapacité ressentie à juguler les conséquences sociales de la crise appellent-elle davantage de populisme dans les pays latino-américains ? De quel type de populisme pourrait-il s'agir : progressiste parce que redistributif, d'extrême droite parce que rejetant les minorités et cherchant à ressourcer la Nation dans des valeurs identitaires et/ou religieuses ? Les tendances sont déjà présentes, mais il est difficile de les déchiffrer. Aussi, est-il nécessaire de rappeler ce qui a distingué les deux populismes dans les années 2000. C'est l'objet de la section qui suit.

II. Des populismes d'avant-hier, des années 2000

La pandémie peut permettre la venue de gouvernements autoritaires. Non seulement la tentation est grande pour les gouvernements d'aujourd'hui de restreindre les libertés publiques au nom de la lutte contre la pandémie en édictant des mesures d'exception (confinement, définition des secteurs économiques qui doivent cesser de produire, contrôle possible par « tracing » des personnes testées positives au virus, appel à la « responsabilité » des oppositions à taire leurs critiques et à les reporter à plus tard afin de ne pas gêner la politique du gouvernement et d'affaiblir ainsi son efficacité), mais elle est également forte, une fois la pandémie surmontée, pour poursuivre sur cet élan afin cette fois de reconstruire l'économie [10]. Sans aller jusqu'aux thèses complotistes définissant cette crise comme celle d'une tentative d'instrumentaliser la pandémie pour contrôler toujours davantage les individus, comme celle d'Agamben [11], le risque est grand que les contrepouvoirs en sortent affaiblis. En Amérique latine, cela peut ouvrir la voie à de nouvelles formes de populismes. C'est ce que nous allons analyser.

1. Le populisme progressiste des années 2000 et la redistribution

L'expression « populiste » prête à de nombreuses confusions, c'est le type même du concept mou parce qu'à géométrie variable. On peut le comprendre de différentes manières. Dans le langage courant, populiste signifie le plus souvent démagogique. Ce qualificatif est alors utilisé pour rejeter, avec mépris, les politiques de redistribution des revenus comme n'étant pas sérieuses, conduisant à terme à la ruine économique quand bien même elles seraient « pavées de bonnes intentions » [12]. À l'inverse, les politiques « courageuses » seraient celles qui se préoccupent surtout d'abaisser le coût du travail pour faire face aux contraintes internationales [13]. Dans ce même ordre d'idées, les politiques de redistribution des richesses seraient des politiques de recherche de clientèle et obéiraient aux lois de l'offre politique dont le seul objectif pour les politiques serait de se faire réélire [14].

Les politiques centrées sur la redistribution et le développement des politiques sociales sont le plus souvent l'apanage de gouvernements progressistes, qu'ils soient populistes ou non, ainsi que celles qui visent à inclure l'ensemble des personnes sans distinction, qu'ils soient indiens, noirs, pauvres ou non. On comprend dès lors qu'elles puissent recevoir l'appui des gauches. Elles sont la « marque de fabrique » du populisme progressiste. C'est cette recherche de l'inclusion qui les distingue du populisme régressif.

Les gouvernements populistes progressistes ne cherchent pas à se victimiser lorsqu'ils sont face à des difficultés en désignant comme bouc émissaire l'étranger, le juif ou le musulman, voire tout simplement le pauvre devenu exigeant, arrogant. Le vecteur commun des populismes progressistes est, à l'inverse, la solidarité entre citoyens, quelle que soit la race, la religion, la nationalité.

Tous les gouvernements populistes-progressistes ne se ressemblent pas, mais ils présentent des points communs. 1/ La référence à la nation et l'appel au nationalisme, avec son corollaire la dénonciation de la politique des États-Unis, ne sont pas les mêmes chez Lula au Brésil ou chez Chavez au Venezuela, chez Maduro au Venezuela ou bien encore chez Kirchner en Argentine hier et Lopez Obrador au Mexique aujourd'hui. Chez ce dernier, l'équilibre entre opposition nationaliste et suivisme de la politique édictée par le président américain penche de plus en plus vers le suivisme. Ce déséquilibre s'explique par les capacités de rétorsion des États-Unis et les difficultés à s'opposer aux *diktats* du gouvernement américain.

2/ Une redistribution des revenus en faveur des couches les plus pauvres et les plus vulnérables, un effort plus ou moins soutenu dans des secteurs clés pour la cohésion sociale, comme l'éducation et la santé, fussent-ils insuffisants eu égard aux besoins. Le populisme progressiste est en faveur d'une redistribution des revenus en faveur des catégories les plus pauvres. À cause de ses options égalitaristes, il suscite tôt ou tard une forte opposition de la part des catégories à hauts

revenus mais également d'une partie des couches moyennes qui frustrées de ne pas avoir les emplois et les services auxquels elles estimaient avoir droit [15], recherchent un bouc émissaire et le trouvent dans le parti au pouvoir. On l'a vu au Brésil lors du coup d'État légal déposant Dilma Rousseff après un an de mandat.

3/ Une relative indifférence vis-à-vis d'une désindustrialisation en cours, une montée en puissance de la corruption, une incapacité à parier sur les nouvelles technologies, un essor de l'économie de rente avec la reprimarisation croissante - dans les pays riches en matières premières - ou « l'exportation » de ses migrants. La logique de cette économie de rente est une dépendance accrue vis-à-vis du cours des matières premières soumis aux aléas de la conjoncture des pays asiatiques, une dépendance également vis-à-vis des « *remesas* » (transferts d'argent des immigrés aux États-Unis), un enrichissement grâce à l'insertion dans le circuit de la rente plutôt que par le travail et son exploitation, enfin une corruption importante accompagnée souvent de violence.

Cependant, ce qui distingue plus ou moins les gouvernements populistes progressistes des gouvernements progressistes, est que les premiers tendent à substituer à l'analyse en termes de classes celle en termes de peuples [16]. La redistribution des revenus et les politiques sociales plus conséquentes ne sont pas l'apanage exclusif de gouvernements populistes, fussent-ils progressistes. Elles sont aussi celles de gouvernements de gauche. Au-delà d'être éthiquement justes et nécessaires compte-tenu de l'ampleur des inégalités en Amérique latine, elles ne sont pas démagogiques si elles s'accompagnent d'un effort vers la production. Si tel n'est pas le cas, une logique « infernale » survient conduisant à terme à un échec économique, social et politico-institutionnel conséquent. En considérant l'État comme un « État magique [17] », le populisme progressiste peut sombrer dès lors dans des formes dictatoriales de pouvoir - comme c'est le cas aujourd'hui au Venezuela - coexistant avec des micro-pouvoirs liés aux mafias qui se nourrissent des espaces libérés par l'incapacité de l'État à contrôler l'entièreté de son territoire (l'État devenant poreux [18]), où déferlent discrimination, corruption et violence [19].

Dans les quinze premières années des années 2000, plusieurs formes de populisme progressiste ont prédominé en Amérique latine [20]. Tous les gouvernements progressistes n'accordent pas le même poids aux politiques sociales et à la redistribution (lutte contre la pauvreté, éducation et santé universelles, sans exclusion, protection des salariés, augmentation du salaire minimum), et nous avons montré dans la première section que les dépenses de santé étaient particulièrement faibles au Venezuela.

Les politiques sociales, de redistribution, sont un vecteur essentiel du populisme progressiste, mais la définition du populisme ne se limite pas à ces caractéristiques importantes. Le populisme (progressiste) se réfère également aux formes de pouvoir et à la manière *bonapartiste* de l'exercer. Non seulement le leader s'identifie au peuple, mais il s'oppose parfois aux élites

censées être liées à des intérêts étrangers (Venezuela, Argentine). Dans sa version la plus pure, le leader s'identifiant au peuple lui demande de se reconnaître en lui.

Identification au peuple et rapports à la religion

« Ya no soy Chavez, Chavez eres tu... Ya no me pertenezco ... Chavez se ha hecho pueblo [21] ». Pour que cette inversion soit efficace en termes de légitimité, encore faut-il que le leader soit charismatique, ce qu'était Chavez mais ce que n'est pas Maduro au Venezuela, et que son discours entre en harmonie avec la frustration accumulée de tous ceux qui ont été exclus et ont vu des élites s'enrichir au moment où eux-mêmes s'appauvrissaient, comme ce fut le cas juste avant la crise de la dette dont l'ampleur s'explique essentiellement par les fuites légales de capitaux, à la différence de celle des colonels brésiliens lors de la dictature, ou avec les politiques d'ajustement dans les années 1980. Lorsque s'ajoute la dimension religieuse, il peut arriver que le candidat à la présidence, puis une fois élu, le président puisse se présenter comme un candidat de Dieu dans le plus pur style évangélique, qu'il promette de moraliser la vie publique, de lutter contre la corruption, de recourir aux pouvoirs que lui confère l'État avec la sagesse contenue dans les livres sacrés pour lutter contre celle-ci. C'est ce qu'on a pu observer avec Lopez Obrador (dit AMLO) [22] au Mexique - où l'État est laïc... -, qui a multiplié les références à la campagne (le « campo ») où « existe encore une forme de vie saine, pleine de valeurs morales et spirituelles ». Bien que AMLO puisse être classé parmi les populistes progressistes, parce qu'avocat d'une politique redistributive en faveur des pauvres, cette référence au « campo » n'est pas sans rappeler la référence à la terre dans les discours fascistes en Europe des années 1930-1940. « Nous allons produire au

Mexique ce que nous consommons. C'est ma stratégie en politique économique. Nous allons aider les gens pauvres, les gens humbles, les plus petits, les plus vulnérables, pour que tous puissent être tranquilles avec eux-mêmes, qu'ils puissent aller au temple, dans les églises, sans violer les commandements... si nous ne sommes pas honnêtes, nous violons les commandements. C'est un péché social ». C'est le cas aussi du Brésil où le président d'extrême droite, après s'être fait bénir dans les eaux du Jourdain par des évangéliques en Israël n'hésite pas à déclarer : « en premier Dieu, tout d'abord le Brésil ». Nous y reviendrons lorsque nous présenterons l'influence des évangéliques au Brésil sur l'ensemble de la politique sociale et culturelle de Bolsonaro.

2. Populismes d'extrême droite ou la haine vis-à-vis des minorités

Qu'est-ce qui distingue le populisme progressiste et celui d'extrême droite ? La défense de la nation, l'opposition du peuple aux élites [23], les capacités charismatiques du leader ? Existe-t-il des points communs dans ces deux populismes ?

1/ En général la référence à la nation est beaucoup plus présente dans les populismes d'extrême droite que dans les populismes de gauche, sauf lorsque cette dernière prend des formes caricaturales et adopte systématiquement les thèses du campisme [24] ou bien encore celle du complotisme, quitte à flirter avec le ridicule [25]. Dans les pays avancés, l'extrême droite milite pour la « préférence nationale », insiste sur l'idée nationale. La quête de la nation idéalisée conduit à remettre en question la construction européenne et les décisions prises à Bruxelles amputant la souveraineté nationale ou, aux États-Unis, à rejeter le multilatéralisme, à imposer des accords bilatéraux favorisant les seuls intérêts américains et à pratiquer un protectionnisme de type mercantiliste justifié par les slogans « *America first* » et « *Make America great again* ». Cette quête de la nation rencontre un écho certain auprès de ceux qui ont le plus souffert de la globalisation.

En Amérique latine, l'insistance sur le peuple (sans qu'on sache exactement de quel peuple il s'agit) n'implique pas nécessairement le rejet des élites. Mais cette opposition réapparaît, avec une intensité variable et notamment à la veille d'élections, surtout lorsque les difficultés économiques deviennent de plus en plus fortes et que la fuite des capitaux prend de l'ampleur. Cependant, la référence au peuple dans

l'Histoire n'est pas une caractéristique exclusive du populisme. Elle caractérise aussi le bonapartisme où le président s'adresse directement au peuple, au-dessus des institutions (parlement, congrès), et où les institutions ne sont que la courroie de transmission des décisions présidentielles. L'appel du président Bolsonaro à manifester contre le Congrès en est un exemple caricatural.

Le leader charismatique ? Le rôle du leader est important, il donne sens à la politique choisie en général grâce à ses qualités charismatiques et au fait qu'il s'adresse directement au peuple. Lorsque cette capacité est faible ou absente, on est en présence d'un populisme qui tourne à vide.

En dehors de leurs références au peuple, voire à la nation, les deux populismes sont très différents. La politique redistributive des revenus n'a pas la faveur du *populisme de droite*. Celui-ci est *davantage identitaire et a pour ennemis intérieurs les minorités* : les noirs, les indiens, les homosexuelles et homosexuels, les communistes.

Il y a une opposition franche entre les deux types de populisme dans le rejet des minorités. Soit elles n'existent pas dans le populisme progressiste, soit, si elles apparaissent dans les discours, elles sont sociales : ce sont les riches qui servent de bouc émissaire.

Dans le populisme d'extrême droite, les minorités sont soit sociétales (ceux et celles qui se battent pour le mariage des homosexuel.les, pour le droit à l'avortement, contre le féminicide), soit raciales, soit religieuses (les musulmans en Europe [26], en Inde). C'est nettement le cas du président brésilien Bolsonaro. Ces minorités sont désignées à la vindicte populaire. Il y a ainsi un glissement dans l'opposition peuple/élite, l'élite devenant *de facto* les minorités. Celles-ci sont considérées comme parasites, soit parce qu'elles (les Indiens) accaparent des terres qui pourraient être exploitées et assurer une croissance plus élevée, soit parce qu'elles (les Noirs) vivent de différentes aides, préférant ainsi l'oisiveté au travail, soit enfin parce qu'en cherchant à imposer de nouvelles règles supposées être contraires aux codes de valeur religieux, elles (les homosexuel.les par exemple) détruisent le consensus national.

Le populisme de gauche dans les pays avancés en ne développant pas (ou pas suffisamment) la question identitaire, en plaidant parfois pour le multiculturalisme [27], en pariant pour plus de protectionnisme et moins de néolibéralisme s'arrête à la moitié du chemin. Face à la déferlante du populisme de droite, c'est en quelque sorte un souverainisme inconséquent. C'est ce qui explique que même si les deux populismes peuvent avoir en apparence le même discours sur la défense des pauvres dans les pays avancés, le fait que le populisme de gauche ne développe pas une thématique « souverainiste-identitaire-anti-immigrés », lui fait perdre électoralement les voix espérées, au bénéfice du populisme de droite.

Et c'est là la force du populisme d'extrême droite. Et c'est là que réside le danger que la crise en Amérique latine puisse faciliter la

montée de l'extrême droite, comme d'ailleurs ce fut le cas lors de l'élection de Bolsonaro au Brésil (Aubrée M. [28]). Certes l'Histoire ne se répétera pas de la même manière, cette crise est différente par son ampleur et par ses formes, mais pour autant les racines des comportements d'exclusion sont présentes.

Un point commun existe-t-il entre ces deux formes de populisme : les rapports aux églises évangéliques ? La référence commune à la Bible qu'on rencontre parfois (Chavez, Lopez Obrador, Bolsonaro) ou aux valeurs familiales conservatrices, voire ultra conservatrices (au Mexique) constitue un « pont » entre ces deux versions du populisme. Lopez Obrador au Mexique s'est fortement engagé auprès des églises évangéliques et ses références permanentes à la Bible et à Juárez (fondateur de l'État laïc avec les lois de la Réforme de 1859) rejeté par les catholiques mais adopté par les évangéliques, explique pour partie son peu d'attrait pour la défense de certaines minorités comme celles luttant contre les féminicides, et sa défense des valeurs familiales conservatrices.

Sans aller jusqu'à la référence explicite à la Bible, un « pont » existe parfois dans la recherche d'alliances avec les églises évangéliques dont les thématiques, nous le verrons, sont proches de celles de l'extrême droite sur tout ce qui concerne les valeurs, notamment le droit à l'avortement. Lula au Brésil a recherché l'appui des évangéliques. La présidence de Cristina Kirchner en Argentine a opté pour la reconnaissance du mariage entre homosexuel-les mais a rejeté le droit à l'avortement [29].

C'est ce que nous allons analyser dans la section qui suit.

III. Églises évangéliques, l'ultra-conservatisme renforcé avec la pandémie ?

À la différence de nombre de pays avancés, l'Amérique latine ne compte pas ou peu de mouvements authentiquement fascistes ou fascistes [30]. Il y a cependant un essor impressionnant des églises évangéliques. Celles-ci se disputent une clientèle populaire, relativement peu éduquée, proche de celle des mouvements fascistes. Leurs appels aux valeurs immuables que sont la famille et l'identité, leur rejet des minorités, quand bien même elles ne seraient pas les mêmes que dans les pays avancés, leur utilisation des institutions, fût-ce pour les détourner ensuite, les rapprochent également de ces mouvements. L'exemple extrême est celui des églises pentecôtistes au Mexique – État laïc - qui en appellent à la laïcité pour... se développer [31].

1. Le populisme vu d'en bas, l'influence croissante des discours des églises évangéliques

Jean Birnbaum rappelle que pour Marx, la religion n'est pas

seulement « l'opium du peuple ». Telle quelle, cette citation souvent faite est réductrice et ne permet pas de comprendre ce que représente la force de la religion. Celle-ci « ne se supprime pas comme ça », en l'interdisant par exemple, comme ce fut fait dans les pays socialistes. « Expulsée par la porte, elle est rentrée par la fenêtre » avec force dès la fin de l'expérience socialiste. En fait, cette phrase faisant appel à une métaphore devenue célèbre (l'opium) est précédée d'une autre phrase plus profonde : « La détresse religieuse est en même temps l'expression de la vraie détresse et la protestation contre cette vraie détresse. La religion est le soupir de la créature opprimée, le cœur d'un monde sans cœur, tout comme elle est l'esprit d'un monde sans esprit » [32]. On assiste ainsi à un retour du religieux et, plus particulièrement, dans ses formes les plus radicales, voire fondamentalistes, comme on peut l'observer en Amérique latine avec le poids croissant des évangéliques.

Qui sont les évangéliques ? À quelles catégories sociales appartiennent-ils le plus ? Quel est leur niveau d'éducation ? Quelles sont les valeurs qu'ils partagent le plus ? Sont-ils sensibles aux discours sur la reprise du travail, quelle que soit l'évolution de la pandémie ? Peuvent-ils constituer un vecteur important pour l'émergence de nouvelles formes de populisme « illibéral », voire d'extrême droite ?

Ce sont à ces questions que nous tenterons de répondre. Les analyses sur les évangéliques sont nombreuses, notamment celles qui analysent leurs valeurs et leurs rapports aux pouvoirs. Elles sont relativement rares sur leurs origines sociales. Nous utiliserons l'enquête faite par G. Flexor, en 2020, sur l'ensemble des églises dans la périphérie de Rio de Janeiro au Brésil [33] qui est particulièrement riche en informations. Il s'en dégage des comportements structurant les différentes églises. Afin d'enrichir l'analyse et d'imaginer des évolutions possibles, nous ferons des comparaisons avec la montée du lepénisme en France. Certes, « comparaison n'est pas raison », les deux pays sont différents par leur histoire, leur situation économique, leur formation sociale, mais comparer ouvre des perspectives. Ces comparaisons peuvent permettre de mieux évaluer en quoi la montée du pentecôtisme au Brésil, et plus particulièrement aujourd'hui avec la crise économique, sociale et politique accentuée par la pandémie, peut, ou non, renforcer une montée du populisme d'extrême droite post Bolsonaro, avec ou sans lui.

a. Une présence de plus en plus importante des évangéliques

Selon les enquêtes menées par le Pew Research Center, on observe une baisse du catholicisme dans l'ensemble des pays d'Amérique latine, plus ou moins importante selon les pays.

Tableau 1 : Baisse de l'adhésion à la religion catholique en %

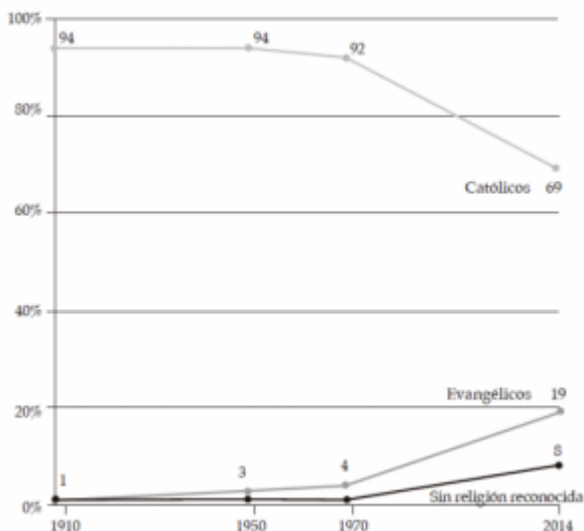
	1970	2014	Différence en points
Argentine	91	71	-20
Brésil	92	61	-31
Chili	76	64	-12

	1970	2014	Différence en points
Colombie	95	79	-16
Mexique	96	81	-15
Pérou	95	76	-19

Pew Research Center

https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/7/2014/11/PR_14.11.13_latinAmerica-overview-19.png

La baisse de l'adhésion au catholicisme est relativement élevée en 35 ans. Elle se réalise au profit des évangéliques surtout en Amérique centrale (42 % de la population au Guatemala se déclare évangélique en 2014, 41 % en Honduras, 36 % au Nicaragua, 35 % au Salvador), au Brésil (22,4 %), au Pérou (17 %), au Chili (16,6 %), en Bolivie (21 %) et en Uruguay (15 %). La montée en puissance des évangéliques est plus faible en Argentine (9 %) et au Mexique (6,3 %) [34]. Le poids des « sans religion » [35] s'accroît également mais dans une moindre mesure. En moyenne, l'influence des évangéliques augmente de 15 points et celle des « sans religion » de 7 points entre 1970 et 2014.



Source :

https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/7/2014/11/PR_14.11.13_latinAmerica-overview-18.png

Au Brésil, le pourcentage des catholiques décroît entre 1960 et 2010 de près de 29 %, celui des évangéliques, toutes églises confondues est multiplié par plus de cinq. Certes, le poids des catholiques reste très important mais l'écart entre catholiques et évangéliques décroît fortement passant de 88,8 points à 42,3 points. Tout en étant fortement minoritaires, les sans religion connaissent un essor conséquent.

Tableau 2 – Évolution des groupes religieux en % de la population brésilienne (1960-2010)

	1960	1970	1980	1991	2000	2010

Catholiques	93,1	91,8	89,0	83,3	73,7	64,6
Évangéliques	4,3	5,2	6,6	9,0	15,4	22,3
Sans Religion	0,2	0,8	1,6	4,7	7,4	8,0
Autres	2,4	2,3	2,5	2,9	3,5	5,1

Source : Flexor G, 2020, *Fé e classes sociais, op.cit.*, à partir des données de l'IBGE (census démographique de 2010)

Cet essor des églises évangéliques a plusieurs causes. La première vient de l'urbanisation très rapide qu'a connu le Brésil (et les pays latino-américains de manière générale) à partir des années 1960. Aujourd'hui, le Brésil a un taux d'urbanisation supérieur à celui de nombre de pays avancés. Des bidonvilles ont émergé autour des grandes villes d'abord, puis des villes dites moyennes. Ils sont plus ou moins consolidés, plus ou moins misérables, plus ou moins importants en population, plus ou moins sous le contrôle des groupes criminels.

Fuyant la misère des campagnes, sensibles à l'attrait des villes, les paysans migrent vers des quartiers spécifiques – là où ont déjà migré des personnes de leurs villages, voire de leur région – parce qu'ils pensent pouvoir y trouver une certaine forme de solidarité, celle de leur village, de leur région et une première aide pour se loger et trouver un emploi. Ils se trouvent rapidement confrontés à de nouvelles règles du jeu, celles d'une société monétarisée, celles de la ville qui diffère profondément des us et coutumes dominant dans les campagnes. La solidarité qu'ils attendaient s'écaïlle. À l'origine peu éduqués, nombre d'entre eux prennent les premiers emplois qu'ils trouvent, le plus souvent informels et peu rémunérés. À la misère des campagnes succède celle des villes, le miracle attendu dans ce voyage sans retour s'avère un mirage. Quelque peu déçus, ils ne trouvent pas l'appui espéré auprès des églises catholiques et s'en éloignent. Influencés par le militantisme de terrain des évangéliques, par l'écoute de leurs radios et de leurs chaînes de télévision, par le rappel incessant de l'attachement aux valeurs familiales et de leur propre responsabilité sur l'origine de leurs difficultés, ils recherchent le dépassement de leurs problèmes dans la lecture de la Bible et ses enseignements jusqu'à penser, pour certains d'entre eux, pouvoir guérir par la foi, rejoignant ce faisant certaines croyances liées au syncrétisme religieux. Devant le succès des évangéliques, les églises catholiques copient certaines de leurs pratiques religieuses, comme par exemple la pratique de chants non conformes aux normes habituelles, ainsi que le rappellent Aubrée M. (2019, *op.cit.*), Flexor G. (2020, *op.cit.*), un peu en vain tant la préférence pour l'original est plus forte que pour la copie.

Enfin, le succès des pentecôtistes (dits encore néo-évangéliques) s'explique également par leur opposition à la « théologie de la libération », mouvement catholique radical des années 1960-1980, et la peur d'un communisme athée. Sous la bannière de la « théologie de la prospérité », nombre de leaders évangéliques se sont ainsi institutionnalisés en se présentant aux élections.

b. Qui sont-ils ?

À partir d'une enquête réalisée à la périphérie de Rio de Janeiro, G. Flexor analyse les différents mouvements religieux, leurs poids respectifs et leurs origines. La périphérie de Rio de Janeiro est plus pauvre en moyenne que la ville elle-même. La proportion des évangéliques y est bien plus élevée.

Tableau 3 – Profil religieux de l'échantillon (nombre de répondants et %)

	C	E	K	MP	SR	AB
Nombre	273	424	31	44	170	50
%	28 %	43 %	3 %	4 %	17 %	5 %

C : catholique, E : évangéliste, K : kardeciste, MP multiple religions, avec possibilité que des catholiques se reconnaissent également dans des cultes afro brésiliens, SR : sans religion (ce qui ne signifie pas athée mais volonté de ne pas s'associer à une religion), source *idem*. Dans ce tableau, ainsi que dans ceux qui suivent, la catégorisation est plus fine puisqu'on distingue des sous-ensembles auparavant tous regroupés dans les « sans religions ».

La répartition des adhérents aux différentes églises selon la couleur de la peau (mulâtre, blanc, noir) est intéressante. Le pourcentage de mulâtres est à peu près le même dans les églises catholiques et dans les églises évangéliques. Il est bien plus important que celui observé dans les autres églises. Le pourcentage des blancs, par contre, est nettement inférieur chez les évangéliques que chez les catholiques. Inversement, celui des noirs est le double de celui observé chez les catholiques. Ces deux dernières données sont importantes. Les pourcentages de blancs parmi les adhérents kardecistes, les sans religions et les multi religions sont plus importants que ceux observés pour les deux principales églises (sauf pour les sans religion dont le taux est légèrement plus faible que pour les catholiques).

Tableau 4. Distribution des « races » selon les religions (en % selon les religions)

	C	E	K	MP	SR
P	41,03	41,98	29,03	27,27	36,47
B	39,93	24,06	41,94	45,45	35,29
N	15,75	30,90	29,03	27,27	26,47
Autres	3,30	3,07	0,00	0,00	1,76

P : preto (mulâtre), B : blanc, N : noir

Source : *idem*

Du tableau 4 ci-dessus, on peut déduire les différences de revenus entre adhérents aux différentes églises. Les noirs et les mulâtres sont en général plus pauvres que les blancs. Leur pourcentage est particulièrement élevé chez les évangéliques, davantage que dans les autres religions. À l'inverse, le pourcentage des blancs, sans être négligeable, y est plus faible.

Or le pourcentage de riches est plus élevé chez les blancs que chez les noirs.

Nous n'avons pas de statistiques sur le revenu moyen et la dispersion de ces revenus selon les différentes « races » et les églises. Le tableau 5 montrant les niveaux d'éducation dans les deux principales églises confirme que les évangéliques sont plus pauvres que les catholiques. Le pourcentage des évangéliques qui n'ont pas complété le lycée est plus élevé (33,01 %) chez les évangéliques que chez les catholiques (31,14 %). À l'inverse, ceux qui ont terminé le lycée sont plus importants chez les catholiques (45,59 %) que chez les évangéliques (38,21 %), mais ceux qui ont complété le lycée technique sont relativement plus importants chez les évangéliques que chez les catholiques.

Tableau 5. Distribution du niveau d'étude selon les catholiques et les évangéliques

	C	E
Analphabète (A)	1,83	0,71
Primaire (P)	2,20	1,65
Collège abandon (CI)	5,86	11,08
Collège (C)	11,36	10,14
Lycée abandon (LI)	9,89	9,43
Lycée (L)	43,59	38,21
Lycée Technique (LT)	4,03	6,60
Université (abandon, réussite)	Solde	Solde
Source : <i>idem</i>		

En se servant de ces dernières données comme variables *proxy*, on peut dès lors déduire que *non seulement le revenu moyen des évangéliques est plus faible que celui des catholiques mais que la dispersion des revenus est différente*. La dispersion des revenus des catholiques est plus élevée que celle des évangéliques : dit autrement, le pourcentage des classes moyennes et des riches est plus important chez les catholiques que chez les évangéliques.

La relation entre niveau d'étude et revenus perçus n'est pas linéaire. Ceux qui ont achevé le lycée, voire qui ont débuté l'université, n'ont pas le même niveau de revenus selon qu'ils sont dans le public ou dans le privé, en général. La rémunération est plus faible dans le public que dans le privé. À l'inverse, ceux qui ont fait peu d'études gagnent parfois davantage dans le public que dans le privé. Ces relations sont différentes selon les pays : les enseignants du supérieur gagnent davantage dans le public que dans le privé au Brésil. Par contre, les enseignants du supérieur mexicains gagnent moins que leurs homologues brésiliens. Dans l'ensemble, au Brésil, l'homme blanc gagne davantage que la femme blanche dans le privé, celle-ci gagne davantage que l'homme noir ou mulâtre, lequel gagne davantage que la femme noire ou mulâtre, les écarts de revenus diminuant avec les niveaux de qualification [36]. Aussi la relation entre

niveau d'études et rémunération n'est pas linéaire, cependant elle donne de précieuses informations.

Même niveau d'éducation, revenus différents, autres comportements. Faible niveau d'éducation, clientèle de l'extrême droite en France

L'analyse des différents électorats lors des dernières élections présidentielles (2017) en France est riche d'enseignements, y compris pour le Brésil. L'électorat de Le Pen est de loin le moins éduqué. Les électorats de Hamon (Parti socialiste) et de Macron (En marche) ont fait les études les plus longues. Comme nous l'avons indiqué, la relation entre niveau d'études et revenus perçus n'est pas linéaire. Selon qu'on travaille dans le public ou dans le privé, à nombre équivalent d'années d'études, les revenus des premiers sont inférieurs à ceux des seconds. Au sein du secteur privé, la spécialisation compte beaucoup, les diplômés littéraires ouvrent la voie à des carrières en général moins bien rémunérées que les diplômés scientifiques. Et, d'une manière générale, dans le secteur privé les femmes sont moins bien rémunérées que les hommes et leur parcours de carrière est moins porteur que celui des hommes. La relation entre niveau d'éducation et revenus est donc plus complexe qu'il apparaît de prime abord. L'électorat de Macron et celui de Fillon (Les Républicains) ont les plus hauts revenus, bien que chez ce dernier le niveau d'éducation soit moins élevé que chez les macronistes. Par contre, le niveau de revenu moyen des électeurs de Hamon et de Mélenchon (La France insoumise) est faible, comparable à celui des électeurs de Le Pen, alors que ces derniers ont un niveau d'éducation plus faible. Pour un niveau d'éducation relativement proche de celui de l'électorat de Fillon, leurs revenus moyens sont beaucoup plus faibles. De là découle un sentiment d'injustice et

une volonté de corriger ces inégalités non justifiées par une politique de redistribution des revenus. Comme nous l'avons noté, c'est ce qui distingue le populisme progressiste du populisme de droite (voir Algan Y, Beasley E., Cohen D., Foucault M., 2019, *Les origines du populisme*, édition du seuil, pages 42-43).

Au-delà des toutes ces réserves, il y a de fortes probabilités que la relation « peu éduqués – pauvres » soit relativement élevée et que donc les évangéliques soient plus pauvres que les catholiques.

On ne peut cependant pas en déduire que les évangéliques pourraient demain constituer l'armée de l'ombre de mouvements d'extrême droite. Leur vote n'obéit pas aveuglement aux préférences de leurs leaders religieux. Pour autant, on a pu constater que leur vote pour Bolsonaro avait été largement plus important que la moyenne nationale. L'emprise des évangéliques étant de jour en jour plus importantes, il est probable que leur préférence pour des options politiques « illibérales » soit demain plus forte à cause des conséquences sociales de la crise et du ressenti que le gouvernement ne peut y répondre. On observe en avril dernier que Bolsonaro perd de sa popularité auprès des couches moyennes qui avaient voté pour lui, mais qu'il conserve son socle dur parmi la population pauvre, en partie évangéliste, qui avait voté pour lui alors même qu'il se radicalise contre le Congrès et les décisions des gouverneurs des États de protéger la population de la pandémie, contre le corps médical. Mais ce chemin n'est pas inéluctable [37], d'abord parce que la religion retient parfois la violence, sauf dans ses versions les plus fondamentalistes, ensuite parce que tout dépend des réponses à donner face au discours présidentiel contre le confinement et pour la reprise du travail, très populaire chez les plus pauvres ; enfin, parce que l'éducation peut représenter une sortie vers le haut [38] si elle parvient à devenir l'école de la République en incluant les enfants quelles que soient leurs origines. On a pu l'observer notamment dans les plus forts taux de participation dans les universités des sans religion et des multiples religions comme le remarque G. Flexor. On sait que c'est parce que l'éducation libère que les groupes fondamentalistes religieux militent un peu partout dans le monde pour refuser l'accès à l'éducation des jeunes filles. Pourtant ce chemin existe et pour évaluer les probabilités de le voir emprunter, il nous faut analyser les comportements des évangéliques et ce qui les fonde.

2. Quel est le comportement moyen des évangéliques ? Quels sont leurs rapports à l'ordre, l'avortement, le mariage entre

homosexuels, l'aide aux plus pauvres ? En un mot sont-ils plus conservateurs ?

Un parallèle entre l'extrême droite française [39] et les évangéliques est instructif : origine sociale semblable et niveau d'études assez faible ; défiance vis-à-vis de l'État et des politiques ; défiance vis-à-vis de l'autre ; détestation des minorités - immigrés dans les pays avancés, indiens, noirs, mouvements homosexuels. Les évangéliques estiment qu'une part disproportionnée des impôts serait dépensée dans les politiques sociales affectées aux minorités. Non seulement les minorités coûteraient aux autres communautés mais elles auraient tendance à oublier leurs obligations. Les pauvres et, d'une manière générale, les catégories sociales modestes considéreraient que les immigrés dans les pays avancés, bien que pauvres, sont des « privilégiés », des « parasites » vivant du travail des autochtones et leur prenant parfois leurs emplois, et que les pauvres assistés en Amérique latine ainsi que diverses associations protégées par l'État diffuseraient des valeurs jugées malsaines.

Bien qu'important et instructif, ce parallèle n'est pas suffisant pour identifier l'extrême droite avec les églises évangéliques. Les églises évangéliques ne fonctionnent pas comme un parti même si nombre de leurs pasteurs se présentent aux élections. Leurs orientations de vote ne sont pas toujours suivies, bien que leurs idées puissent se diffuser largement, ainsi que le montrent les exemples du Mexique et du Brésil [40]. Ces idées s'impriment dans des programmes politiques où les minorités sont dénoncées comme parasitaires. Les politiques récupèrent le discours évangéliste, l'amplifient et le légitiment, ce qui par contrecoup renforce les églises pentecôtistes. Dans un contexte de crise comme celle traversée actuellement, cela peut prendre sens et être éminemment dangereux.

a. Quid de la confiance personnelle ?

Ceux qui votent extrême droite n'ont pas une grande confiance interpersonnelle, tirent peu de satisfaction de leur vie et souffrent d'un mal être prononcé. Les dernières élections présidentielles le montrent nettement. L'électorat de Le Pen est celui qui a et de loin le moins de satisfaction et le moins de confiance dans les gens (p.47). Les électeurs de Le Pen se méfient de leur voisinage, ont confiance dans la famille et la préfèrent aux autres, les inconnus, supposés parasites et/ou profiteurs. La crainte de l'autre, la peur des déclassements lorsqu'ils ont des diplômes et des emplois les valorisant peu, et l'angoisse du futur les conduisent à rechercher des boucs émissaires : les minorités, celles qui « profitent du système ». Dans les pays avancés ce sont surtout les immigrés, c'est-à-dire en fait les musulmans qui, par leur présence et les risques évoqués d'un « grand remplacement », mettent en péril les valeurs chrétiennes. En Amérique latine, ce sont très souvent les indiens, les noirs, les homosexuels, voire les communistes, ancien phantasme qui parfois réapparaît. Dans les pays avancés, les boucs émissaires suprêmes sont les partis politiques traditionnels, ceux du système, dénoncés comme corrompus, à

la solde de l'étranger, à-nationaux. Au Brésil, c'est le Parti des travailleurs et son leader charismatique, Lula, sur lequel se concentrent toutes les haines (Aubrée M., *op.cit.*). Cette haine exprime davantage de colère que de peur : la peur en effet paralyse, alors que la colère est la base du populisme et permet de s'exprimer et d'agir (Algan et alii, p.82).

Lien social ou délitement, confiance ou défiance vis-à-vis des minorités, un retour sur les débats

De nombreux sociologues et économistes considèrent que la diversité, à l'inverse de l'unité, diminue le « capital social » d'une nation en développant, à court et moyen terme, des méfiances réciproques entre les communautés, un délitement du lien social. Une part disproportionnée des impôts serait dépensée dans les politiques sociales affectées aux minorités. Non seulement les minorités coûteraient aux autres communautés mais elles auraient tendance à oublier leurs obligations. Les pauvres et, d'une manière générale, les catégories sociales modestes pourraient considérer que les immigrés sont des « privilégiés », des « parasites » vivant du travail des autochtones et leur prenant parfois leurs emplois. De tels arguments sont développés, à la veille d'élections nationales ou régionales, par des partis populistes et, comme nous le verrons, par les églises pentecôtistes en Amérique latine. « En revanche, pour d'autres auteurs, la diversité est un « actif social ». Selon Putnam (2007) [41], une distinction doit être faite entre le court, le moyen et le long terme. La diversité, à court et à moyen terme, diminue le capital social et ce faisant la cohésion sociale, alors qu'à long terme, elle le renforcerait en développant de nouvelles formes de solidarité... Plus précisément, Putnam a testé deux thèses opposées sur la diversité : « selon la première thèse, trop de diversité alimente les conflits ; selon la seconde, la diversité favorise le contact entre populations différentes et

ce faisant enrichit leurs relations ». Putnam établit des relations entre le degré d'homogénéité et le degré de confiance que les différentes communautés (ou encore ethnies au sens américain du terme) entretiennent les unes vis-à-vis des autres. Les résultats de son enquête paraissent confirmer la thèse du « conflit », mais partiellement celle du « contact » également. En effet, plus la diversité ethnique (comprise au sens de communauté) est élevée dans une ville, plus faible est le degré de confiance entre ethnies. Cette conclusion est confirmée lorsqu'on pose la question un peu différemment et qu'on demande aux gens quel degré de confiance ils ont vis-à-vis de leurs voisins. Plus la diversité est importante, moins les gens ont confiance dans leurs voisins. Ces deux constats semblent corroborer la thèse dite du conflit. Cependant, lorsqu'on met en relation le degré de confiance net (c'est-à-dire la confiance vis-à-vis de sa propre communauté moins celle vis-à-vis des autres communautés) et le degré d'homogénéité dans un espace donné, on n'observe strictement aucune corrélation entre les deux variables, ce qui selon Putnam signifie que ni la thèse du conflit ni celle du contact ne seraient pertinentes. Putnam conclut que « les deux thèses coexistent mais que la diversité détériore le capital social à court et moyen terme » (voir Salama P., 2010, *Migrants et lutte contre les discriminations en Europe*, édition du Conseil de l'Europe, p.78 et suivantes).

Dépasser ses problèmes personnels, vivre en harmonie passe le plus souvent par une introspection et peut nécessiter l'action d'un exorciste chargé d'extirper le mal qu'on pourrait porter en soi. Dans les églises pentecôtistes, la référence première est la Bible. Son enseignement permet à l'être humain de se régénérer. Autrement dit, ce qui peut lui arriver de mal n'est pas nécessairement la faute de la société, mais surtout la sienne. Ne pas avoir suivi l'enseignement de la Bible conduit à l'échec personnel. La société est inégale, les inégalités de revenus et de patrimoine ne sont pas acceptables, mais attendre de l'État qu'il

les diminue et qu'il aide les pauvres serait une erreur. L'action publique ne doit pas s'exercer en faveur d'une minorité, les pauvres ici au détriment de la majorité. Favoriser les personnes pauvres en leur permettant d'accéder à l'université [42] par exemple peut se faire au détriment d'autres personnes, ce qui du point de vue de l'ensemble de la société serait dommageable. Mais surtout, aider les pauvres c'est favoriser leur paresse naturelle au détriment d'eux-mêmes et de l'ensemble de la société, c'est favoriser le clientélisme (l'achat de vote) et la corruption, alors que la Bible enseigne la probité et la nécessité de l'effort individuel pour sortir de la pauvreté. Alors, comme l'écrit Flexor : « en contraposition, toujours selon cette narrative, le marché offre une solution au problème de la pauvreté beaucoup plus efficace et justifiable car bénéficiant au plus grand nombre : il incite à l'effort et crée des opportunités de gains bénéfiques à tous. En ce sens, pour ce qui est de la justice sociale, le marché peut avantageusement substituer l'État lorsque ce dernier est corrompu et au service de ses propres représentants, les aides aux pauvres peuvent être comparées à l'achat de votes et les impôts à une source d'inefficacité et de corruption » (p.18).

Peut-on considérer qu'il y ait une contradiction entre le discours vantant l'effort individuel et fustigeant la paresse, et le fait que les évangéliques étant en grande majorité pauvres ou vulnérables soient ceux qui en bénéficient le plus et appuient certaines des mesures d'aide de l'État ?

L'enquête menée par G. Flexor note que les politiques des transferts ne sont pas rejetées par la population de la périphérie de Rio. Les catholiques et les évangéliques ont une position timide sur ce sujet. Ce sont surtout les sans religion qui sont, relativement aux catholiques et aux évangéliques, plutôt contre ainsi que les blancs parmi les plus aisés. Plus éduqués, probablement mieux payés, les « sans religion » ont l'impression de payer pour les autres et de manière encore plus nette, parmi eux, les blancs les plus aisés... Si on entre dans le détail, on observe que les politiques de transfert (« *bolsa familia* », aide aux handicapés, aide à l'achat d'une maison) sont plus acceptées que celles visant à instituer un revenu minimum ou bien celles permettant l'accès aux hôpitaux publics sans contribution. Les « sans religion » sont par contre favorables aux politiques de discrimination positive pour l'accès aux universités publiques et privées, probablement parce qu'ils en ont bénéficié ou espèrent que leurs enfants en bénéficieront.

D'une manière générale, la défiance vis-à-vis de l'État est fondée sur deux appréciations critiques : la première est que l'État n'est pas aussi performant que le marché, lieu où peuvent se libérer les initiatives individuelles ; la seconde est que l'enflure de l'État et des dépenses publiques est synonyme de clientélisme et de corruption. C'est d'ailleurs ce qui explique que lors du premier mandat de Lula et l'affaire de corruption dite du « *mensalao* » (mensualités versées aux députés pour qu'ils votent des lois) et celle concernant d'autres affaires (« aides » aux petits partis), les députés évangéliques ayant bénéficié de ces « largesses » (29 sur 70) aient pu être atteints et le payer par la suite auprès de l'électorat : 49 députés évangéliques ne furent pas réélus. C'est

aussi ce qui explique que les députés évangéliques aient une position plus pragmatique que leur discours le laisserait entendre : tout en se méfiant de l'État, ils votent des lois qui pourraient se situer à la limite de leurs idéaux ou restent silencieux devant les transferts annoncés vis-à-vis des pauvres. La politique de Lula de transferts sociaux, celle de Lopez Obrador d'aide aux pauvres n'ont pas rencontré, ne rencontrent pas une opposition farouche, à la hauteur de leurs discours, comme si l'essentiel était ailleurs, même si on doit remarquer que l'opposition des évangéliques est un peu plus forte que celle des catholiques sur ces questions.

L'essentiel ? 1. La lutte pour leur épanouissement dans le monde politique (on a vu que les évangéliques mexicains s'approprient Juárez et son legs laïc dans l'espoir que cela les aidera à se développer). 2. La lutte sur les valeurs traditionnelles, « culturelles » - comprises ici comme figées dans le temps -, liées à la famille. Le culturel rejoint alors le culturel. Au total donc, s'il n'y a pas un divorce entre les idées et la pratique, si le pragmatisme paraît s'imposer, c'est probablement parce que l'opposition se fait sur d'autres thèmes plus culturels.

Les évangéliques s'opposent ainsi aux minorités, soit celles qui existent « naturellement » (les Indiens d'Amazonie par exemple), soit celles qui voient le jour grâce à leurs luttes. Ainsi en est-il des mobilisations des homosexuels pour la reconnaissance de leurs droits, du mariage entre personnes de même sexe et de l'avortement, parce qu'ils sont contraires, selon leur lecture, aux préceptes de la Bible. Comme l'indique G. Flexor dans « *DataFolha* » (2016), le rejet du mariage entre personnes du même sexe est bien plus élevé entre les évangéliques que parmi le reste de la population : 68 % sont contre, 18 % l'acceptent et 10 % y sont indifférents. Pour ce qui est de l'ensemble de la population, le taux de rejet est de 42 %, et la proportion de ceux qui y sont favorables est de 44 %. En relation à la question de l'avortement, les évangéliques sont aussi le groupe qui présente les positions les plus conservatrices. Le même sondage révèle que 64 % de ces derniers sont favorables à des mesures légales, comme des peines de prison, contre les femmes qui pratiquent l'avortement. Les catholiques ont des opinions similaires, mais ils sont souvent moins radicaux. Un peu plus de la majorité (58 %) appuient ce type de mesures. Les évangéliques sont plus traditionnels que le reste de la population quand il s'agit de la division du travail entre hommes et femmes au sein de la famille » (p.5 et 6), ce qui explique probablement la « mollesse » de l'appui de Lopez Obrador aux mobilisations contre les féminicides.

b. Les idées conservatrices sont en plein essor en Amérique latine et marquent de plus en plus la vie politique.

La position des catholiques sur les valeurs culturelles se rapproche de celle des évangéliques de plus en plus influente. La crise actuelle se greffe sur des situations économiques déjà très fragiles dans la plupart des pays latino-américains. L'ampleur des réponses à la crise ne semble pas être à la hauteur des nécessités dans la plupart des pays et si parfois des mesures plus importantes sont prises, c'est souvent avec retard par

rapport à la vitesse de contagion de la pandémie.

La crise économique se manifeste par une chute importante du PIB, une baisse encore plus importante de l'industrie et du commerce, une dépréciation des monnaies nationales, conséquence des sorties de capitaux sans que cela puisse favoriser les exportations tant que la demande étrangère croît [43], tout au moins jusqu'à l'arrêt de la production à cause de l'évolution de la contagion. La crise économique est en devenir et les premières estimations quant à la réduction de la croissance s'avèrent optimistes. La crise sociale s'amplifie. Elle était déjà présente dans nombre de pays en raison de la situation économique pré-pandémie. Avec la pandémie, la crise sociale croît considérablement : augmentation de l'informalité des emplois et du taux de chômage, baisse des revenus du travail, accroissement de la pauvreté et de la pauvreté extrême. L'incertitude quant au futur accentue l'anxiété.

Il y a un divorce entre une situation économique compliquée et l'exigence de plus en plus partagée de réponses politiques simples. Ceux qui parviennent à les énoncer en tirent les fruits en termes de popularité. C'est pour l'instant le cas du président du Mexique. Ceux qui n'y parviennent pas perdent de leur crédibilité. C'est le cas du président du Brésil. Ceux qui se refusent aux réponses simples et tentent de répondre à la complexité de la crise maintiennent parfois leur popularité pour l'instant, mais personne ne peut affirmer que cette popularité durera. C'est le cas du président de l'Argentine.

Les solutions simples sont de deux ordres : minimiser la pandémie, laisser croire qu'il est possible d'atténuer ses effets par une pratique religieuse respectueuse des valeurs considérées comme sacrées. Nous les avons énumérées : affirmer que le retour au travail est absolument nécessaire en invoquant que la crise, provoquée par le confinement et l'arrêt de la production ne répondant pas aux nécessités immédiates, peut tuer davantage que le Covid-19, ce qui au bout d'un certain temps peut devenir une réalité.

Le retour au travail rencontre un écho certain chez ceux qui ne peuvent pas survivre dans le confinement, qui ont besoin de travailler pour nourrir leur famille quitte à risquer de mourir, risque minimisé par les discours de quelques présidents. Cette exigence, répétée jour après jour par le président brésilien, permet de désigner un bouc émissaire : les politiques, les gouverneurs des États, parfois les ministres de la santé qui bloquent tout retour au travail possible. Et comme il existe une profonde défiance vis-à-vis de l'État et des politiques, alimentée par les évangéliques, elle rencontre un écho populaire. Cet écho est d'autant plus fort potentiellement que la crise et la détérioration sociale vont plus vite que les améliorations espérées par les politiques, lorsque ces derniers prennent des mesures contra-cycliques pour aider les entreprises au bord de la faillite et pour soulager les ménages par le versement de sommes, au demeurant très modestes. Défiance générale vis-à-vis de l'État, défiance accrue par son incapacité à juguler la crise et à améliorer, appellent des réponses simples et une radicalisation du discours en faveur d'un État fort, entendu

comme un État qui n'a pas à s'encombrer du jeu des règles démocratiques.

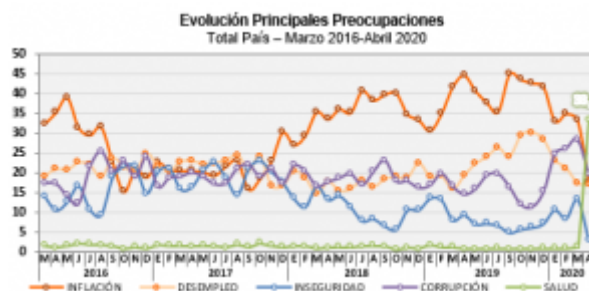
Les évangéliques ont des réponses simples aux problèmes posés par la pandémie. C'est pourquoi ils peuvent être les vecteurs d'une montée de l'extrême droite. C'est ce qui explique que si le président brésilien perd en popularité du côté des couches moyennes [44], il conserve auprès des pauvres qui avaient voté pour lui, et particulièrement des évangéliques, un appui, tout du moins tant qu'il ne sera pas affecté par les affaires d'interférence du politique sur le juridique, de corruption, voire de complicité d'assassinat qui pèsent sur lui et son entourage familial.

L'horizon n'est cependant pas aussi sombre que décrit ci-dessus. Déjà avant la pandémie, des bouleversements politiques se dessinaient dans nombre de pays d'Amérique latine. Après l'onde de choc de la droite, une vague progressiste commençait à se dessiner avec de nombreuses manifestations dans plusieurs pays, comme au Chili et en Équateur, avec l'élection de nouveaux présidents au Mexique et en Argentine, avec une maire homosexuelle à Bogota (Colombie)..., mais cependant avec une ombre au tableau : la chute d'Evo Morales en Bolivie.

Lorsqu'on considère la popularité du président argentin nouvellement élu et celle du président mexicain, on constate que malgré des situations économiques très difficiles (chute du PIB, augmentation du chômage, de l'informalité, de la pauvreté, baisse des salaires réels), les présidents maintiennent des niveaux élevés de confiance. Cette popularité pourrait se comprendre pour le président argentin qui a adopté assez rapidement le confinement, des mesures contra-cycliques, des aides directes aux plus démunis et aux salariés mis en chômage partiel. Elle est plus difficile à comprendre dans le cas du Mexique où, au-delà des mesures de confinement, quasiment rien n'a été fait sinon de promettre la création de deux millions d'emplois. Certes cette popularité s'érode, surtout à cause des réactions du gouvernement face aux violences faites aux femmes et aux féminicides - 76 % de la population considère que le président a mal réagi face aux manifestations - mais également dans d'autres domaines. Les enquêtes d'opinion faites fin février 2020 montrent que la popularité du président reste élevée en février (63 %), treize mois après le début de son mandat (77 %), mais que s'agissant de sa politique contre la pauvreté la confiance baisse entre janvier 2020 et février 2020, passant de 58 % à 43 % ; elle baisse aussi concernant sa politique contre la corruption (de 56 % à 39 %), de même qu'à l'égard de celle en faveur de l'éducation (de 74 % à 70 %), de la santé (de 59 % à 47 %) et de l'économie (de 67 % à 62 %) entre les mêmes dates (voir *El Financiero* de 4 Mars 2020). Une autre enquête réalisée mi-avril 2020 révèle que 66 % des Mexicains sont préoccupés par la pandémie. Lorsqu'on leur demande de choisir entre trois thèmes : le coronavirus, l'insécurité et les sujets économiques (dont le chômage), 56 % se déclarent préoccupés par la pandémie le 18 avril contre 51 % un mois avant, par l'insécurité (11 % contre 25 %) et par l'économie (25 % contre 16 % un mois auparavant). La crainte de la pandémie efface un peu les autres préoccupations, surtout celle concernant l'insécurité, mais les premiers effets

économiques se faisant ressentir, l'angoisse devant la perte du travail et la baisse des revenus monte. 71 % des Mexicains approuvent le confinement, 78 % pensent que les effets de la pandémie seront pires dans le futur (*El Financiero*, 18 avril 2020). Au total, la persistance de la popularité de Lopez Obrador est importante mais, à mesure que la pandémie fait ses ravages, elle devient plus fragile.

En Argentine, le président et le gouvernement nouvellement élus (10 décembre 2019) ont à gérer une situation économique très grave : dette qui a enflé en trois ans, taux de croissance négatif du PIB, baisse des salaires considérable, hausse du chômage et montée de l'informalité. Mi-avril cependant, 75,1 % de la population considère que les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la pandémie sont bonnes, 46 % approuve le confinement et 40,1 % l'approuve partiellement, indiquant ainsi qu'elle souhaiterait une part plus importante de souplesse dans cette mesure. 64,1 % a une image positive du gouvernement à mi-avril contre à peine 40 % un mois auparavant.



<https://ecolatina-2018.appspot.com/storage.googleapis.com/pop4.png>

Alors même que son taux reste à un niveau très élevé, la préoccupation des Argentins vis-à-vis de l'inflation baisse considérablement ; il en est de même pour la corruption, l'insécurité, l'emploi. Seule la préoccupation pour la santé augmente considérablement (*Ecolatina*, 17 avril 2020).

Dans ces deux pays, Argentine et Mexique, bien qu'en progression, le poids des courants évangéliques est moins important qu'en Amérique centrale ou au Brésil : 9 % pour l'un et 6,3 % pour l'autre en 2014. Malgré l'aggravation de la crise économique, la montée en puissance des courants évangéliques, l'incapacité plus ou moins relative des gouvernements à surmonter les problèmes posés par cette crise et la pandémie, la venue de courants « illibéraux à la hongroise » au pouvoir, voire de nouvelles dictatures militaires sous forme de populisme d'extrême droite, ne sont pas inéluctables. Les évangéliques, malgré les valeurs auxquels ils adhèrent, ne constituent pas tous l'armée de l'ombre de l'extrême droite. Nombre de pauvres et parmi eux des évangéliques – bien que minoritaires - ont voté au Brésil pour le Parti des travailleurs, surtout dans le nord et le nord-est du pays, régions les plus pauvres. D'une manière générale, les pauvres ne sont pas la nouvelle « classe dangereuse », même si les discours des évangéliques peuvent les influencer négativement. C'est la raison pour laquelle il est

nécessaire de se préoccuper de leurs besoins et de ne pas discuter de manière abstraite de ce qui est bien et de ce qui est mal, face à la pandémie. Ne pas les conduire à rechercher à tout prix un travail malgré les dangers pour eux et leur voisinage, passe par le versement d'un revenu minimal et la distribution de repas gratuits. Ignorer cette dimension c'est les pousser vers les solutions « simples » que nous avons analysées.

Conclusion

Le futur n'est ni connu d'avance, ni inéluctable. Des tendances sont prévisibles et dépendent à la fois de facteurs non contrôlables, exogènes, et de l'évolution de rapports de force générés par la crise. On peut considérer que pour l'ensemble des

pays, l'ampleur de la crise économique est propice au développement de formes nouvelles de domination étatique. Cependant, si la crise dure et se développe avec son cortège de nouveaux pauvres s'ajoutant à ceux qui le sont déjà, avec l'appauvrissement des classes moyennes, comme c'est probable en Amérique latine, alors l'État apparaîtra de plus en plus comme incapable de trouver des solutions allégeant son coût social. La perte de crédibilité ressentie des gouvernements peut donner naissance à des formes nouvelles « illibérales » de démocratie [45]. La recherche d'un État fort, personnalisé autour d'un leader charismatique, favoriserait alors l'émergence de nouvelles formes de populisme avec l'appui probable des églises évangéliques en plein essor.

Pierre Salama est professeur émérite à l'Université de Paris XIII. Merci à Jean-Raphaël Chaponnière, Nicolas Béniès et Marion Aubrée pour leurs commentaires de cet article.

Notes

[1] Roubini N, 2020, « The coming greater depression of the 2020s » in *Project syndicate*, 28 Avril.

[2] Reprises et commentées en 2019 par O. Cetrangolo et A. Goldschmit, dans *Necesidades de regulación del sector privado en salud en America Latina*, Documentos de trabajo del IIEP –UBA, n°40, 1-26.

[3] Les pays qui ont plus de 10 lits hospitaliers – publics et privés - par mille habitants (il ne s'agit pas ici de lits de soins intensifs dits de réanimation), ont eu le plus faible taux de mortalité provoqué par la pandémie. Selon l'OCDE, en 2017, la Corée du sud possédait 12,7 lits par mille habitants, l'Allemagne 8, la France 5,97, les États-Unis 2,76, le Chili 2, le Brésil 1,95 lits, le Mexique 1,39. La répartition publique privée est intéressante : le pourcentage de lits dans les hôpitaux publics sur le total des lits publics et privés est de 10,2 % en Corée du sud, 40,8% en Allemagne (dont les hôpitaux privés sont astreints à un service public universel), 61,6 % en France, 22,1 % aux États-Unis, 73,9 % au Chili et 73,9% au Mexique (Voir O. Cetrangolo et A. Goldschmit, avril 2020, blog *Alquimias económicas*).

Dans les dix dernières années, le Brésil a supprimé 40 000 à 50 000 lits, faute de ressources suffisantes pour les maintenir (*O Globo*, 23 mars, voir aussi *Financial Times* du 13 avril 2020). Voir également A. Barceno, 2020, 3 avril, *Coyuntura, escenarios y proyecciones hasta 2030 ante la presente crisis de Covid -19*, 1-65, CEPAL,, pour des données plus complètes par pays, p.21.

[4] Dans les pays avancés, ce sont surtout les populations âgées qui ont le plus de risque de succomber à la pandémie car elles souffrent plus que les jeunes du diabète, de l'hypertension, etc. En Amérique latine, ce sont davantage de jeunes qui sont atteints. Fin mars, le quart des patients hospitalisés à Rio de Janeiro souffrant de cette pandémie avait moins de 40 ans.

[5] Ce dernier argument réapparaît dans les pays avancés mais après des semaines de confinement. Il était mis en avant également par ceux qui considéraient que l'immunisation de masse (60 % de la population) passait par la contagion en oubliant le nombre considérable de morts qu'elle provoquerait ; c'est d'ailleurs pourquoi il a été abandonné en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et partiellement, bien timidement, par Trump aux États-Unis.

[6] Nous rejoignons Nora Lustig, spécialiste des inégalités en Amérique latine, qui écrit dans le *Financial times* du 27 avril 2020 "The poor are more susceptible to infection and high death rates. How can people wash their hands safely in slums ? If you look at poverty in a more multidimensional sense, being alive is a big part of it", ou encore Hervé Théry (2020) qui grâce à l'utilisation des anamorphoses (cartes transformées selon des critères statistiques comme pauvreté, poids des églises, etc.) conclut : « On comprend bien comment la pauvreté est un élément d'aggravation de la crise, d'autant que ce facteur joue dans la plupart des pays, tant en Amérique latine qu'en Amérique du Nord. Mais pourquoi une forte proportion d'évangélicos serait-elle un facteur d'aggravation de la

contagion ? Parce que beaucoup d'entre eux nient la gravité de l'épidémie, continuent à tenir leurs cultes en pensant que la protection divine suffira pour leur éviter de tomber malades. Ils sont incités en cela par le président de la République, lui-même évangélique et victime d'une sorte de « [complexe du miraculé](#) », qui ne cesse de minimiser la pandémie et ses victimes laissant entendre que « Dieu reconnaîtra les siens ». (voir « [Covid-19 au Brésil : aggravation, scénarios et risques](#) » in Institut des Amériques et i-Globes.

[7] Voir le *Financial Times* du 24 mars 2020, "Coronavirus Nationalism is a side effect of coronavirus".

[8] Certes, les critiques à la globalisation étaient nombreuses, qu'elles viennent de droite, souvent extrême, ou de gauche. Certains, mettant en avant leur conception de la nation, préconisaient un retour au protectionnisme qui parfois pouvait s'apparenter à de l'autarcie ; d'autres, plutôt de gauche et écologistes, plaidaient pour un altermondialisme, refusant les frontières, recherchant la coopération entre États pour imposer des normes éthiques (travail décent) et environnementales beaucoup plus rigoureuses.

[9] Avec quelques exceptions : de mémoire, l'usine de Wuhan a continué à fonctionner en pleine période de confinement et, plus généralement, celle produisant des circuits intégrés, bien que la demande occidentale ait faibli.

[10] Y compris la presse économique, conservatrice, souligne ce risque, voir le *Financial Times* du 24 mars, "Coronavirus monitoring poses dangers for civil liberties".

[11] Voir la critique adressée à G. Agamben, suite à une interview dans *le Monde* (25 mars), par F. Rastier le 28 mars 2020. « Le conspirationnisme légitimé : Giorgio Agamben et la pandémie » in L'Observatoire du conspirationnisme. D'Agamben et alii, 2020, sur la pandémie, voir également *Sopa de Wuhan, Pensamiento contemporaneo en tiempo de pandemia*, accès libre sur le net. Pour une présentation approfondie de l'état d'exception, voir G. Agamben, 2003, *Homo Sacer, le pouvoir souverain et la vie nue*, Tome 2, *L'État d'exception*, Seuil.

[12] A.O. Hirschman, 1991, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard. Selon cet auteur, le refus de tout changement repose sur trois piliers : celui de « l'effet pervers » – toute action produit l'effet contraire de celui souhaité – ; celui de « l'inanité » : vouloir changer ne sert à rien ; celui enfin de la « mise en péril » : changer peut être souhaitable mais entraîne des coûts importants, voire inacceptables.

[13] R. Dornbusch S. Edwards, 1992, sous la direction de, *The macroeconomics of populism*, NBER, Report

[14] J. Cartier Bresson, 2008, *Economie politique de la corruption et de la gouvernance*, L'harmattan.

[15] Le déclassement réel des jeunes issus des nouvelles classes moyennes, voire leur désaffiliation, a augmenté. Les données sont éloquentes : 38 % des salariés ayant suivi un enseignement supérieur complet occupent des emplois moins qualifiés que ceux auxquels ils auraient pu prétendre. Ce pourcentage s'élève à 44 % pour la tranche d'âge de 24 à 35 ans. Ces pourcentages étaient inférieurs en 2012 : 33,4 % et 38, 4 % respectivement (*O Valor*, 13 décembre 2018, selon les données de l'IPEA et de la PNAD). Cette évolution s'explique par deux facteurs : le divorce croissant entre l'offre et la demande de travail - l'effort du gouvernement en éducation a conduit à une qualification plus importante d'un nombre croissant de jeunes que par le passé, mais l'offre d'emploi des entreprises ne correspond pas à cette qualification du fait surtout de la désindustrialisation des pays ; la crise économique qui se développe au Brésil à partir de 2015. Une grande partie des couches moyennes ressent dès lors une frustration. L'amélioration du niveau de vie des nouvelles classes moyennes-basses ou moyennes alimentait au début des années 2000 un certain optimisme sur leur parcours de vie, les conduisant à être plus « tolérantes » lorsque le revenu des classes moyennes supérieures et riches augmentait plus rapidement que le leur. C'est ce que Hirschman nommait l'effet « tunnel ». Ce n'est plus le cas depuis 2014 au Brésil et dans de nombreux autres pays où la tolérance devient intolérance (voir A. Hirschman, M. Rothschild, *The Changing Tolerance for Income Inequality in the Course of Economic Development*, *The Quarterly Journal of Economics*, Oxford, v. 87, n. 4, p. 544 – 566, 1973).

[16] Voir le dossier de la revue IHU du 7 août 2017 (disponible sur internet) intitulé : Ernesto Laclau « a razão populista » où on trouvera un ensemble d'études originales.

[17] F. Coronil, 2002, *El Estado magico*, Nueva Sociedad. Voir également E. Lander, 2018 « El Estado magico sigue ahi. Las continuidades y rupturas en la historia del petroestado venezolano », Nueva Sociedad, 30-44.

[18] Jeu de mots entre Estado poroso (poreux) et Estado poderoso (puissant) que nous avons développé avec Gilberto Mathias dans Mathias G. et Salama P., 1983 : *L'État surdéveloppé, des métropoles aux tiers mondes*, 1983, Maspero - La Découverte.

[19] S'agissant du Venezuela, voir en langue française Cantura La Cruz : « *Morts violentes, incertitudes et pénuries dans les terres d'Aragua* », 166-176 et Emiliano Teran Mantovani : « *Une géographie des conflits écologiques* », 177-197, in « Venezuela 1998-2018, le pays des fractures », *Les Temps Modernes*, 2018, n°697. Il est intéressant de noter la cécité (Saint-Upéry utilise le terme de négationnisme) de certains groupes politiques de gauche en Amérique latine concernant la nature du régime vénézuélien, considéré comme révolutionnaire puisque s'opposant aux États-Unis, qui n'est pas sans rappeler celle des soutiens au régime stalinien en URSS dans le passé. Pour une critique de ces groupes, voir Saint-Upéry M, 2019, « *Espejismo de la crisis venezolana, entrevista* », *Revue Nueva Sociedad* et en français dans son blog sur Mediapart.

[20] Voir Svampa M., 2016, *Debates latinoamericanos. Indianismo, desarrollo, dependencia y populismo*, Buenos Aires, Edhasa

[21] « Je ne suis pas Chavez, tu es Chavez... je ne m'appartiens pas... Chavez s'est fait peuple ». Ces expressions sont révélatrices du rapport du président au peuple, ce dernier étant appelé à s'identifier à lui (voir Cadenas P, 2018 « *Le Venezuela, ce navire à la dérive* », 11-34, p. 29, *Les Temps Modernes*, op cit.)

[22] Voir Raul Olmes, 2020, *La divina cuarta tranformacion*, disponible sur le net. On peut y trouver un florilège de citations de AMLO se référant à la Bible, ses relations étroites avec les églises évangéliques. Voir également Barranco Villafan B. et Blancarte R., 2019, *AMLO y la religion, el Estado laico bajo amenaza*, éditeur Grijalbo, p.24 et p.116 et suivantes.

[23] En ce qui concerne le populisme progressiste, on sait que cette opposition a été théorisée par E. Laclau et Ch. Mouffe, avec son corollaire du « construire un peuple de gauche » qui n'est pas sans rappeler la distinction faite par les marxistes entre classe en soi et classe pour soi ... tout au moins dans la démarche.

[24] Soutien à des gouvernements dits anti impérialistes – quoi qu'ils fassent – au nom précisément de leur opposition aux impérialismes dominants. C'est une vision binaire et donc simpliste de l'Histoire.

[25] L'exemple le plus surprenant est celui du président Maduro du Venezuela lorsqu'il dénonçait les États-Unis d'avoir provoqué une baisse du cours du pétrole dans le but de précipiter la crise et d'opérer ainsi une tentative de coup d'État économique. Rejeter le complotisme ne signifie pas ignorer le fait qu'il puisse y avoir des complots, l'histoire latino-américaine est jalonnée de coups d'États fomentés par les États-Unis. C'est rejeter une vision de l'Histoire que lie les évènements systématiquement à des complots ourdis par des puissances étrangères.

[26] Comme le souligne Zacharie, dans les pays avancés, dans le populisme d'extrême droite, le peuple est opposé aux élites, représentées hier par la grande finance dénoncée comme la finance juive. Aujourd'hui, aux « élites » s'ajoutent de plus en plus les immigrés soupçonnés d'œuvrer « pour le grand remplacement » et ainsi de détruire l'identité nationale, blanche et chrétienne, dans le pire des cas, de vivre aux crochets des nationaux et, bien que cela soit contradictoire, de prendre leur travail, dans le meilleur des cas (voir A. Zacharie, 2019, *Mondialisation et national-populisme, la nouvelle grande transformation*, édition La muette – le bord de l'eau, voir particulièrement la troisième partie du livre intitulée *Le repli national-populiste*).

[27] Zacharie cite Maalouf A. (*Le naufrage des civilisations*, p.210 Grasset, p.293) pour souligner l'ambiguïté du mouvement populiste de gauche s'agissant des mouvements identitaires liés aux immigrés, devenus un substitut au prolétariat. S'inquiétant de la tendance de certaines forces de gauche « *qui levalent naguère l'étendard de l'humanisme et de l'universalisme, mais préfèrent aujourd'hui prôner des combats à caractère identitaire, en se faisant les porte-parole de diverses minorités ethniques, communautaires ou catégorielles... afin de coaliser les ressentiments de ces minorités* » (p.172).

[28] Aubrée M, 2019, « *Intronizacao de um Trump tropical* », *Revista Confins*, n°501

[29] Voir le rapport de Tricontinental, 2019, « [La cuestion evangélica, apuntes sobre el origen, la difusion en Latinoamerica y su influencia en la Ciudad de Buenos Aires](#) », 1-38 ; et Séman P. et Viotti N., 2019,

« *Todo lo que usted quiere saber sobre los evangélicos y le contaron mal* », *Revista Anfibia*.

[30] Les références au fascisme étaient cependant nombreuses en Argentine sous Péron dans les années 1950 ou bien sous Vargas au Brésil dans les années 1930 et 1940, mais insuffisantes pour qualifier le péronisme, le vargisme, voire le cardenisme au Mexique de mouvements fascistes.

[31] Ainsi que le remarque Delgado-Molina C.A., 2019 : « ... les églises évangéliques jouèrent un rôle dans la défense du régime laïc de l'État mexicain comme stratégie pour garantir la liberté religieuse et défendre les droits de leurs croyants ... », « La irrupción evangélica en México. Entre las iglesias y la política », *Nueva Sociedad*, n° 280, 91-101, p.94. Une telle politique n'est pas sans rappeler celle du Rassemblement National en France qui, au nom du respect de la laïcité, cherche à diminuer l'influence des immigrants musulmans adeptes de la prière dans les rues faute de mosquées en nombre suffisant.

[32] Birnbaum J., 2016, *Un silence si religieux, la gauche face au djihadisme*, Seuil, p. 138 et p.120

[33] Flexor G, 2020, *Fé e classes sociais*, Mimeo

[34] Calderon Castillo J., 2017, « [Iglesias evangélicas y el poder conservador en Latinoamérica](#) », *Celag*, 1-7.

[35] Contrairement à ce qu'on pourrait penser, il ne s'agit pas ou peu d'athées. Il s'agit plutôt d'adhérents à plusieurs religions, comme par exemple les cultes afro-brésiliens, mais aussi les adhérents au spiritisme (Kardénisme, voir Aubrée M et Laplantine Fr, 1992, *La Table, le Livre et les Esprits, Naissance, évolution et actualité sociale spirite en France et au Brésil*, JC.Lattès).

[36] A.L. et J. Saboia, 2009, « [Whites, Blacks, and Brown in the Labor Market in Brazil : A Study about Inequalities](#) », *The Review of Black Political Economy*.

[37] Mélenchon a eu un mot juste – « fâchés pas fachos » - concernant l'électorat potentiel de Le Pen qui, nous venons de le voir, a des caractéristiques communes avec celui des églises évangéliques.. Mais il est vrai aussi que s'adresser à eux pour les attirer peut être dangereux lorsqu'on considère que les déterminations gauche-droite sont obsolètes et qu'il convient de fédérer le peuple sans se référer à la « gauche ». Aussi n'est-il pas surprenant que ces « fachos pas fâchés » aient voté en grande majorité pour l'extrême droite.

[38] Très tôt, quelques présidents de la République en Amérique latine ont compris le rôle de l'éducation comme facteur d'émancipation. Le dictateur (le « Suprême ») Jose Gaspar de Francia au Paraguay rend l'école élémentaire gratuite et obligatoire au début du 19^e siècle. Un demi-siècle plus tard, le président de l'Argentine Domingo Faustino Sarmiento fait de même. Plus tard encore, c'est le cas au Brésil et au Mexique.

[39] Nous utiliserons ici les enquêtes menées par le CEVIPOF, reprises dans le livre Algan Y. et alii, *op.cit.*

[40] Aux présidentielles brésiliennes, 65% environ des évangéliques ont voté pour le candidat Jair Bolsonaro. Ils n'ont donc pas tous voté pour Bolsonaro mais comme ils représentent un peu plus du cinquième de la population, ce vote lui a donné la majorité (56%) et la victoire.

[41] Putnam R. D. (2007) : « E Pluribus Unum : diversity and community in the twenty-first century », 2006, Joan Skytte Prize Lecture, *Scandinavian Political Studies*, vol. 30, no 2.

[42] Comme le fit Lula au Brésil, en permettant l'accès à l'université de personnes n'ayant pas le niveau suffisant parce qu'en tant que pauvres elles n'ont pas eu la chance d'aller dans de bonnes écoles.

[43] Sauf au Mexique pour l'industrie maquila (usines de sous-traitance ou d'assemblage) à destination des États-Unis, tout au moins jusqu'à la fermeture des usines pour cause de pandémie, au grand dam des entreprises nord-américaines qui depuis cherchent à les faire rouvrir. Ainsi de février à février, la croissance des exportations vers les États-Unis a été de 8,9 % en 2018, 6,5 % en 2019 et de 5,2 % en 2020 selon les données officielles des États-Unis. En données interannuelles, les exportations mexicaines vers les États-Unis ont dépassé celles de la Chine, celles-ci baissant de 31,30 %. Pour autant, selon les prévisions de l'OCDE de fin mars 2020 sur les pays du G20, le Mexique devrait être le pays le plus affecté par la crise. Le PIB devrait baisser de 5,8 %. Fin avril, la réduction du

PIB est révisée à la baisse et devrait atteindre 9 % selon le groupe financier Citibanamex (*El economista* du 27 avril).

[44] Ses positions ultra conservatrices génèrent une opposition non seulement de ceux qui étaient opposés à son élection, mais également de la part de ceux pour qui ces discours choquent et attendent une intervention plus substantielle de l'État pour sauver l'économie. Et pour compliquer le tout, les arriérés de conflits non résolus, les excès non seulement verbaux mais factuels, comme ceux visant à influencer la justice sur des enquêtes en cours, font que l'ensemble qui en sort est peu cohérent. Ainsi en est-il par exemple du conflit, en avril 2020, entre le président soutenu par des généraux, à propos de la mise en œuvre d'un plan Marshall conduisant à une intervention accrue de l'État, et son ministre de l'économie resté aux vieilles lunes libérales.

[45] Haas R., "The pandemic will accelerate history rather than reshape it", in *Foreign Affairs*, 7 avril 2020.